

Zeitschrift: Protar
Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes
Band: 4 (1937-1938)
Heft: 5

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Inhalt — Sommaire

	Seite		Page
Ordonnance du Département militaire fédéral sur les services du feu par maison	65	Effetto degli indumenti antipritici su chi li indossa, A. Speziali, comandante C.V.	72
Betriebsluftschutz. Von J. Oettli	67	Gasschutzräume. Von D. Rosowsky	75
La protection technique des hôpitaux contre le bombardement aérochimique. Par Prof. L. D.	70	Kleine Mitteilungen. Luftschutz schon vor 200 Jahren! Ausland-Rundschau. Belgien, Holland. Von Dr. O. Ronart	77 78

Ordonnance du Département militaire fédéral sur les services du feu par maison (Du 30 décembre 1937)

Le Département militaire fédéral,
vu les articles 17 et 20 de l'ordonnance du
19 mars 1937 concernant la lutte contre le danger
d'incendie dans la défense aérienne,

arrête:

I. Organisation.

Article premier.

Les services du feu par maison ont pour but de
prévenir et combattre les incendies.

Ils veillent à ce que les mesures de déblaiement
continuent d'être observées une fois le premier dé-
blaiement effectué.

Art. 2.

Un service du feu sera organisé, si le nombre et
les qualités personnelles des habitants le per-
mettent, dans chaque bâtiment occupé en per-
manence de jour ou de nuit.

Lorsque les circonstances le justifient, les habi-
tants de plusieurs bâtiments voisins instituent en
commun un service du feu.

Art. 3.

Peuvent être admises dans les services du feu
des personnes des deux sexes, y compris les jeunes
gens.

Ne peuvent en faire partie:

- a) les personnes astreintes au service militaire;
- b) les membres d'organismes locaux de défense
aérienne passive;
- c) les personnes qui, en cas de mobilisation, sont
retenues par d'autres obligations publiques.

Toute personne est tenue de remplir les fonc-
tions qui lui sont confiées dans le service du feu, à
moins qu'elle ne soit empêchée par d'autres obli-
gations publiques ou par des raisons de santé.

Art. 4.

Les étrangers peuvent aussi être incorporés
dans les services du feu par maison.

Art. 5.

Les services du feu comprendront autant que
possible des personnes qui demeurent dans la
maison de jour et de nuit.

Dans les grands bâtiments ou dans ceux qui
sont spécialement exposés au danger d'incendie et
ne sont occupés en permanence que de jour, on
formera, pour la nuit, des postes de vigies choisies
parmi le personnel.

Art. 6.

Dans chaque maison ou groupe de maisons, une
personne assume la direction du service du feu en
qualité de garde de défense aérienne.

Le propriétaire ou, le cas échéant, le gérant ou
régisseur est tenu de faire à l'office désigné par la
commune une proposition pour la nomination du
garde.

Les gardes sont nommés par l'office.

Art. 7.

Le garde désigne les personnes qui doivent faire
partie du service du feu et en dresse la liste, munie
de toutes les indications personnelles nécessaires, à
l'intention de l'office.

L'office examine les mesures prises et décide au
besoin qui doit faire partie de chaque service
du feu.

Art. 8.

Tout service du feu comprend au moins le garde
de défense aérienne et deux personnes.

Si cinq personnes au moins en font partie, le
garde désigne un remplaçant parmi elles.